



La reine Élisabeth rend visite à des soldats blessés dans l'hôpital militaire L'Océan de Vinkem, petit village en Flandre-Occidentale, *Rode Kruis Vlaanderen*, Malines.

LE ROI ALBERT ET LA REINE ÉLISABETH AUX COMMANDES DE LA BELGIQUE DURANT LA GRANDE GUERRE

Léopold II, deuxième roi des Belges, n'était pas populaire. Ni en Belgique, ni à l'étranger. L'homme qui devait se tenir prêt à lui succéder était son neveu Albert, né en 1875. La formation militaire dont bénéficia le jeune prince influença ses convictions et sa vision sur le monde. En 1900, Albert épousa Élisabeth, jeune femme issue de la noblesse bavaroise. Albert serait à la tête d'un pays particulier, soumis à de nombreuses restrictions, et il en était bien conscient.

La Belgique était un État jeune, qui s'était détaché des Pays-Bas en 1830 après un soulèvement armé. En échange de l'aide que les grandes puissances européennes lui avaient apportée au moment de son indépendance, elle avait dû promettre par voie de traité qu'elle observerait une neutralité armée. Elle devait donc défendre ses frontières contre tout assaillant mais pouvait alors compter sur le soutien militaire des grandes puissances qui s'étaient portées garantes de son indépendance. Tous les grands États européens avaient signé ce traité.

Bien entendu, le pays ne pouvait pas constituer une force armée capable de combattre l'armée d'une grande puissance. C'est pourquoi la stratégie de la Belgique consistait à gagner du temps. C'est qu'en Europe la menace d'une guerre était fréquente. L'hostilité entre la France et l'Allemagne était la plus dangereuse pour la Belgique. Cette situation s'aggrava encore après 1900 et déboucha sur la formation de deux coalitions ennemies: la Russie, la France et la Grande-Bretagne d'une part; l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman de l'autre.

Entre-temps, la situation se dégrada dans les Balkans, et la tension monta dans l'Europe tout entière. À plusieurs reprises, l'Allemagne avait donné à entendre à Bruxelles que, pour vaincre la France, elle violerait si nécessaire la neutralité du territoire belge. Le roi Albert, qui avait reçu ce message en personne, se rendit compte de toute l'ampleur du danger pour son pays.

Et puis vint le jour fatidique: le 28 juin 1914, le prince héritier d'Autriche et son épouse étaient assassinés à Sarajevo par un nationaliste serbe. L'enquête de police révéla des liens avec la capitale serbe, Belgrade. Vienne menaça de déclarer la guerre. Cet événement provoqua une réaction en chaîne dramatique. Pour ne laisser aucun doute sur sa volonté de défendre son



Dessin et légende parus dans un hebdomadaire français.

territoire, la Belgique annonça le 29 juillet qu'elle plaçait son armée sur pied de «paix renforcée». Les quatre classes de milice les plus récentes furent appelées à rejoindre les casernes. Cette décision devait prouver que la Belgique n'avait pas l'intention de se laisser faire.

L'INVASION ALLEMANDE

Le roi Albert savait depuis longtemps qu'à Berlin les plans pour la traversée du territoire belge étaient prêts. Une fois la neutralité de la Belgique violée, les forces armées britanniques et françaises se rangeraient de son côté. Mais Londres et Paris pouvaient-elles mobiliser une puissance de feu suffisante pour empêcher les Allemands d'envahir la Belgique? Il était permis d'en douter. La Belgique comptait dès lors sur la position fortifiée d'Anvers, jugée suffisamment forte pour soutenir un siège de longue durée et où il était possible de mettre en sécurité l'État, famille royale comprise. De cette manière, le pays pourrait encore prendre place à la table des négociations à l'issue des hostilités.

Le 2 août, Berlin lançait un ultimatum à Bruxelles. L'Allemagne exigeait le libre passage. Le gouvernement belge refusa. Il lui était impossible de faire autrement. Le roi déclara aussitôt qu'il prenait effectivement la tête de l'armée, et il se rendit sans retard au quartier général. Le 4 août, l'armée allemande envahissait la Belgique. Le 18 août, Albert était contraint de donner à son armée l'ordre de se retirer rapidement vers la position fortifiée d'Anvers, où le gouvernement s'était déjà établi. De là, il lança à deux reprises ses troupes contre le flanc nord de l'armée allemande qui donnait des signes de faiblesse. Cela obligea les dirigeants de l'armée allemande à appeler des renforts, et l'armée belge contribua ainsi au salut des forces terrestres françaises et britanniques.



Le roi Albert (à droite) et Émile Verhaeren à La Panne, le 4 août 1915, photo prise par la reine Élisabeth.

À la mi-septembre, après la bataille de la Marne, les dirigeants de l'armée allemande décidèrent de donner l'assaut à la position fortifiée d'Anvers. Cela posa un problème dont il n'avait jamais été question dans les scénarios d'avant la guerre: la chute de cette position fortifiée. Le roi Albert n'avait pas le choix: il fallait quitter les lieux ou capituler. La seule issue possible était de prendre la direction de la mer. Se joindre aux armées française et britannique offrait des perspectives de survie. L'exode débuta le 8 octobre. Les forces allemandes étaient sur les talons des Belges.

Le gouvernement et le commandement des armées s'installèrent dans la petite ville de Furnes, proche de la frontière française. Abasourdi, Jozef Gesquière assista à cette arrivée massive. Il écrivait le 14 octobre: «On dit que le roi et la reine sont également présents dans la région et pourraient s'y établir, probablement à La Panne.» Les rumeurs allaient bon train. Le lendemain, Gesquière se laissa dire que le quartier général allait s'installer à l'hôtel de ville. La grande salle de l'étage serait aménagée en cabinet de travail du roi, en sa qualité de chef suprême des armées. Ce matin-là, il avait vu le roi lui-même descendre d'une voiture. «On pouvait lire sur son visage rougi une profonde préoccupation», nota-t-il.

LE POUVOIR ABSOLU DU ROI

De sa base de Furnes, le quartier général pouvait donner ses instructions à l'armée qui s'apprêtait à endiguer la progression de l'ennemi à proximité de l'Yser. Mais qu'en était-il des ministres? Ils avaient trouvé refuge près du Havre. Il y eut des combats sanglants, mais les Allemands furent stoppés. Restait un petit lopin de terre belge qui pouvait offrir un abri au



Le roi Albert (à gauche) et le maréchal Foch à La Panne © *In Flanders Fields Museum, Ypres.*

couple royal. Celui-ci demeura dès lors presque en permanence dans la petite localité côtière de La Panne, à deux pas de la frontière française.

Face à une telle situation, les ministres belges se sentaient mal à l'aise. Ils se rendaient bien compte que la Belgique avait tout à gagner à rassembler tous ses organes de commandement, mais cela n'allait pas de soi dès lors que le roi s'obstinait à rester sur le territoire belge, à portée de l'artillerie lourde des Allemands. Les autorités supérieures de la Belgique libre étaient donc géographiquement divisées. Aucun doute n'était permis aux yeux des citoyens et des soldats: La Panne était désormais la capitale de la Belgique. Le couple royal était devenu le symbole par excellence de la nation belge. Son entourage mettait d'ailleurs tout en œuvre pour en convaincre les troupes et l'opinion publique. Le roi et la reine ne se cantonnaient pas dans leur retraite: Albert en sortait beaucoup et la reine faisait de même. Et ils ne se contentaient pas de se promener sur la plage. Ils se manifestaient partout sur les lignes belges de l'arrière-pays et même dans les tranchées. Ainsi, tous les soldats avaient une chance de les croiser un jour ou l'autre. La reine Élisabeth visita à plusieurs reprises les hôpitaux de campagne. Elle n'intervenait pas à proprement parler en tant qu'infirmière, bien qu'elle soit représentée comme telle dans des documents de propagande, mais il ne fait aucun doute que sa présence s'avérait un excellent stimulant pour le moral des troupes.

LES RÊNES EN MAIN

Les Alliés avaient vite compris qu'ils devaient négocier directement avec le roi lorsqu'il s'agissait de prendre des décisions stratégiques ou de se prononcer sur l'implication des

troupes belges. C'est bien lui et lui seul qui était le chef des forces armées belges. Jamais cependant le roi ne se laissa persuader de prendre part à des offensives alliées. Avant de prendre une quelconque décision, il voulait s'assurer que l'offensive avait des chances de réussir. Les faits lui ont donné raison: toutes les offensives alliées ont été des échecs jusqu'à la fin de l'été 1918.

Le roi Albert était intimement convaincu que c'était la seule manière de faire en sorte que l'État belge puisse survivre à ce conflit et conserver ainsi son indépendance, son modèle de société et sa monarchie. Il considérait en outre que le pays était toujours tenu contractuellement à une attitude «neutre». La Belgique se battait certes du même côté du front que les Français et les Britanniques, mais elle n'était pas, aux yeux du roi, une «alliée» à proprement parler. C'était là sa ligne de conduite. Il doutait fortement que les civils du monde politique aient une vision suffisamment claire du caractère destructeur de cette guerre. C'est cette conviction qui le motiva en 1916 à sonder Berlin, par personnes interposées, sur la possibilité d'envisager un compromis sur la paix. Il se heurta à un mur.

Le roi menait donc une politique dictée par ses seules convictions et prenait ses distances par rapport aux détenteurs du pouvoir civil. Il donnait cependant aux ministres cantonnés au Havre la possibilité de s'occuper de l'encadrement des nombreux réfugiés belges. Un impressionnant réseau de camps de formation, d'usines, d'hôpitaux et de maisons de revalidation belges s'était d'ailleurs développé en France. Il fallait que l'armée belge fasse preuve de créativité pour tenir le coup dans une guerre d'usure au cours de laquelle tactiques et armements connaissaient une évolution rapide, et pour pouvoir conserver le plus d'autonomie possible à l'égard des forces françaises et britanniques. Le roi attachait une grande importance à cette autonomie. Il constatait avec effroi le nombre de pertes de vies

humaines que subissaient les armées des grandes puissances. Albert était horrifié d'assister à l'assassinat de toute une génération de jeunes hommes sur les champs de bataille. Il voulait autant que possible épargner un tel sort aux soldats et à leurs familles. Cela ne se pouvait, à ses yeux, que s'il tenait fermement les rênes du pouvoir. Il considérait la plupart des politiques comme des irresponsables, surtout lorsqu'ils se faisaient l'écho des courants qui se manifestaient dans la population belge et auxquels il n'accordait qu'une confiance mitigée. Aux catholiques et aux socialistes, en particulier, qui entretenaient une tradition antimilitariste. C'étaient eux qui portaient la responsabilité de la faiblesse de l'armée, pensait-il. Mais il se méfiait tout autant des partisans de la guerre à outrance.

ET APRÈS LA GUERRE ?

Le roi se faisait à juste titre beaucoup de soucis à propos de l'avenir de la Belgique. La guerre a en effet duré bien plus longtemps qu'on ne pouvait l'imaginer en août 1914. Les pays belligérants s'étaient pris mutuellement au collet et se retrouvaient tous sur une pente glissante qui les menait progressivement à la ruine. Le premier grand État qui en arriva là fut la Russie en 1917. Extrêmement lucide, Albert constatait que cette guerre d'usure risquait de détruire l'ordre social dans tous les pays qui y participaient. Il était néanmoins convaincu que les sociétés où régnaient en maîtres l'ordre et la discipline, avaient plus de chances de survivre à une telle épreuve.

Ce n'est qu'à l'automne 1918 qu'Albert décida de participer à l'assaut. L'armée allemande avait subi de nombreux revers. Aux yeux du roi, c'était seulement à ce moment que le succès était assuré, la Belgique occupée étant désormais libérée. Et ensuite? Albert réussit à progresser d'un nouveau pas dans le sens de la démocratie en fixant le droit de vote à une seule voix pour chaque homme adulte. Les femmes restaient exclues. Le pays allait aussi être pour la première fois dirigé par un gouvernement de coalition formé de plusieurs partis politiques. Personne ne pouvait dès lors encore prétendre détenir une majorité politique, et il fallait que les grandes familles politiques apprennent à collaborer.

Cette situation mettait le roi à l'épreuve car il était clair que la démocratisation menaçait aussi son pouvoir. Albert voulait en tout cas conserver un contrôle attentif des forces armées et de la politique étrangère. Il craignait certes une alliance trop étroite avec la France mais était aussi obligé de constater que les Britanniques se détachaient de plus en plus du continent européen. Les relations internationales restaient âpres. Il faudrait plus d'une génération pour arriver à digérer et intégrer l'expérience vécue au cours de cette guerre. Les vétérans de la Grande Guerre allaient être à l'origine de toute une série de mouvements autoritaires qui, d'ailleurs, donneraient naissance deux décennies plus tard à la Deuxième Guerre mondiale.

Au déclenchement de celle-ci, le roi Albert n'était déjà plus de ce monde. Sa propension à relever des défis risqués sous l'angle physique rendait souvent nerveux les ministres comme les généraux. Cette détermination l'avait poussé pendant la Grande Guerre à se rendre jusque dans les tranchées les plus avancées et à voler à bord des avions précaires de l'époque. C'est cette même audace qui, le 17 février 1934, signa l'arrêt de mort du «roi-Chevalier», sur la roche calcaire glissante de Marche-les-Dames dans la vallée de la Meuse.

Luc Vandeweyer

Historien attaché aux Archives générales du royaume.

luc.vandeweyer@arch.be

Traduit du néerlandais par Caroline Coppens.